

AFFAIRES GÉNÉRALES

(Répertoire G)

V 932

Section N^o

Guerre

Subdivision No.

DIVERS

Titre du dossier : 140 Organisation de bataillons de sécurité
des communications

Année 1945 Nos 1623

Année 19____ Nos____

Année 19____ Nos____

Année 19____ Nos____

Année 19____ Nos____

Année 19__ Nos__

Année 19____Nos____

Année 19____ Nos____

Année 19____ Nos____

Année 19__ Nos__

Année 19__ Nos__

Année 19 Nos

[illegible]

Commission Régionale Nord

EX.N.m.r3 n° 1783

PARIS, le

11 AVRIL 1945

COPIE transmise

à la Sous-Commission de chemins de fer de
PARIS-Nord, LILLE, ST-OMER, AMIENS, DOUAI
ST-QUENTIN (2 ex. chacune
1 OM, 1 OT)

Monsieur le Chef du Service M.T.
Monsieur le Chef du Service V.B.

A titre d'information,

P. Le Commissaire Militaire,

P. Le Commissaire Technique,

GAINSETTE

DEGARDIN

Ministère de la Guerre
Etat-Major Général Guerre

PARIS, le 3 Mars 1945

1er Bureau
n° 2.694 - EMGG/I

Le Ministre de la Guerre

à M. le Général Gouverneur Militaire de Paris
Commandant la Région de Paris
M. le Général Gouverneur Militaire de Strasbourg
Commandant la 10^e Région Militaire
M. le Gouverneur Militaire de Lyon, Commandant
la 14^e Région Militaire
M. le Général Gouverneur Militaire de Metz,
Cdt la 21^e Région Militaire
M.M. les Généraux Cdt les 1^e, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 8^e,
11^e, 12^e, 13^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e et 20^e Régions
Militaires.

Objet: Bataillons de sécurité des communications.

Référence: Décision du 12 janvier 1945
transmise le 12 janvier 1945 sous le n°594 EMGG/1.
Instruction n°670 EMGG/1 du 20 janvier 1945.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai décidé de
créer dans chaque Région Militaire un Bataillon de sécurité des
communications dans les conditions ci-après:

1^o - Date de création:

le 1er Avril 1945.

II - Composition:

Chaque Bataillon formant Corps sera considéré comme une Unité d'Infanterie et comprendra:

- un Etat-Major et une section de commandement rattachés au point de vue administratif à une Compagnie du bataillon,
- des Compagnies de patrouilleurs (n'administrant isolément quand elles sont détachées) dont le numéro et le nombre figurent à l'annexe ci-jointe.

III - Tableaux d'effectifs et de dotations:

Les tableaux d'effectifs et de dotations seront diffusés incessamment. En attendant, l'annexe donne les effectifs théoriques globaux (1) de chaque bataillon.

IV - Rattachement des bataillons:

Chaque bataillon sera rattaché au Centre d'Organisation d'Infanterie, au Bureau d'effectifs et au Bureau de comptabilité de la région chargée de la mise sur pied pour l'entretien des effectifs, la gestion du personnel, la centralisation et la liquidation trimestrielles de la comptabilité.

V - Insignes d'Arme - Ecussons:

Les insignes d'arme seront ceux de l'Infanterie; les écussons porteront le numéro du bataillon avec soutaches noires.

Le port des insignes distinctifs de fonctions prévu par l'Instruction n°670 est supprimé.

VI - Mise en place du personnel et du matériel:

A) - Personnel.

- a) la constitution initiale sera réalisée au moyen du personnel en provenance de l'ex-corps des Gardes de communications dont la mobilisation a été prescrite par la Décision du 12 janvier 1945.

Les personnels provenant des Armées de l'Air et de Mer en activité devront demander à leurs Ministères respectifs l'autorisation de changement d'armée suivant les règlements en vigueur. Les personnels des réserves appartenant à ces armées seront nominativement demandés par la Direction de l'Infanterie aux Ministères intéressés, en vue de leur mise à la disposition définitive du département de la Guerre.

(1) annulettet remplacent les effectifs indiqués à l'annexe n°1 de la D.M. portant réorganisation des Forces Françaises.

Il sera tenu compte des services accomplis dans l'ex-corps des Gardes de communications pour la détermination de l'ancienneté. Ces services seront assimilés aux services effectués dans l'Armée.

Il doit être entendu que ce personnel servira avec les grades effectivement détenus dans l'active ou dans la réserve et non avec les grades d'assimilation détenus au titre de l'ex-corps des Gardes de communications. Toutefois, les officiers remplissant les conditions voulues pour passer au grade supérieur feront l'objet de propositions spéciales pour l'avancement. Il sera tenu particulièrement compte dans l'examen des propositions de l'emploi qu'ils occupaient et des services qu'ils ont rendus dans l'ex-corps des Gardes de communications. Les sous-officiers titulaires des brevets de chef de section ou de chef de peloton seront aptes à accéder au grade d'officier conformément à la réglementation en vigueur; les sous-officiers et hommes de troupe présentant les garanties suffisantes pourront être nommés immédiatement au grade supérieur.

Les personnels appartenant aux armes autres que l'Infanterie feront l'objet d'un changement d'arme.

- b) les effectifs complémentaires nécessaires seront prélevés sur l'ensemble des ressources des Régions, de préférence sur le personnel appartenant à des classes anciennes.

B) - Matériel.

Les dotations en matériel seront réalisées au moyen du matériel en provenance de l'ex-corps des Gardes de communications et des ressources des Régions. Eventuellement, le complément nécessaire sera attribué par l'E.M.G.G. (4° Bureau) auquel les Commandants de Région adresseront toutes demandes utiles.

VII - Emploi et mission:

a) Emploi:

Les bataillons de sécurité des communications relèveront au point de vue emploi des Commandants de Région qui recevront toutes directives utiles sous le timbre de l'E.M.G.G. (4° Bureau).

b) Mission:

Elle consistera essentiellement à:

- assurer la surveillance des voies de communications, des ouvrages d'art et des installations de toute nature s'y rapportant;
- assurer éventuellement la surveillance dans les gares et les trains;
- convoier les trains et wagons chargés de matériel appartenant à l'Armée;

....

- coopérer à la garde des établissements militaires intéressant directement les communications;
- participer, en cas de besoin, à la garde des prisonniers de guerre.

X
X X

Les dispositions de la présente D.M. annulent et remplacent celles de la Décision du 12 janvier 1945 et de l'Instruction n°670, notamment en ce qui concerne la Direction du Service de la Sécurité des communications qui sera dissoute à la date du 31 mars 1945.

X
X X

Il me sera rendu compte, sous le présent timbre, de l'exécution des prescriptions ci-dessus et, éventuellement, des difficultés rencontrées.

P.A. Le Lt-Colonel RIVET
Chef du 1° Bureau de l'EMGG
s. RIVET

P. le Ministre et par son Ordre.
Le Général de Corps d'Armée LEYER
Chef d'E.M.G.G.
s. LEYER

Commission Centrale
des chemins de fer

n° 2807 C.C.F./1275/0

COPIE conforme transmise à:

M. le Directeur Général de la S.N.C.F.
Commissaire technique de la Commission
Centrale des chemins de fer

M.M. les Commissaires Militaires des Commissions
Régionales: EST, NORD, OUEST, SUD-OUEST
SUD-EST

Les conditions d'emploi des bataillons de sécurité des
communications feront l'objet d'instructions ultérieures.

Paris, le 29 mars 1945

Le Général BERGE, Commissaire Militaire
de la Commission Centrale des chemins de fer,

P.O. le Lt-Colonel PERTUIS
Adjoint,
s. PERTUIS

Effectifs globaux des Bataillons de sécurité
des communications

Régions	N° des bataillons	Nombre de Compagnies	Effectifs				Total
			Officiers	S/Officiers	Caporaux	Soldats	
1°	1	8	30	136	170	739	1.075
2°	2	8	30	136	170	739	1.075
3°	3	14	49	234	290	1.291	1.864
4°	4	5	21	88	110	469	680
5°	5	10	37	170	210	931	1.348
6°	6	5	21	88	110	469	688
8°	8	14	49	234	290	1.291	1.864
9°	9	8	30	136	170	739	1.075
10°	10	5	21	88	110	469	688
11°	11	5	21	88	110	469	688
12°	12	5	21	88	110	469	688
13°	13	5	21	88	110	469	688
14°	14	14	49	234	290	1.291	1.864
15°	15	12	43	202	250	1.111	1.606
16°	16	8	30	136	170	739	1.075
17°	17	10	37	170	210	931	1.348
18°	18	8	30	136	170	739	1.075
20°	20	12	43	202	250	1.111	1.606
21°	21	5	21	88	110	469	688
Région de Paris	22	28	93	460	572	2.569	3.694
Total:		189	697	3.202	3.982	17.504	25.385

Commission Régionale Nord
des Chemins de Fer

EX.N.m.r.3 N° 2920

Surveillance
des installations
ferroviaires

COPIE d'une dépêche ministérielle n° 8535 EMA/1
en date du 14 juin 1945 du Ministre de la Guerre
transmise à :

S.N.C.F. - V.B.	
4 JUIL 1945	
R. 9	P. 1623
2	

3 JUL 1945

M. Demaugé

M. Wagon

M. Fungy

M. 4/7

M. Tenbuch

Fait suite à 1057
Malveillance
Précautions à prendre
pour déjouer les actes de
malveillance

- Monsieur le Chef du Service du Matériel et de la Traction
- Monsieur le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments
- Sous-Commissions de Chemins de Fer de PARIS-NORD, LILLE, ST-OMER
AMIENS, DOUAI, ST-QUENTIN
(2 ex chacune : 1 C.M. - 1 C.T.)

Pour prendre note de la suppression du service de garde qui était
prévu.

La D.M. n° 2694 EMGG/1 du 3/3/1945 rappelée dans la pièce jointe
a fait l'objet de notre transmission EX.N.m.r.3 n° 1783 du 11/4/1945.

En ce qui concerne A de la transmission du Général BERGES (2ème
alinéa du § I), les demandes éventuelles de gardiennage temporaire
de certains ouvrages ou installations d'importance capitale seront à
transmettre, avec toutes justifications à l'appui, à la Commission
Régionale par les soins de MM. les Chefs des Services à qui les Sous-
Commissions adresseront, s'il y a lieu, leurs propositions.

Le dernier alinéa de la transmission visée plus haut B n'intéresse
pas la Région du Nord sur le territoire de laquelle il n'a pas été
maintenu un service de garde.

La Commission Régionale,

V.B.N.V. 5

Copie à MM. 4, 2, 1, 2, 7,
de changement - warning
pour la tenir au courant
dupliquée à la direction.
6.7.45

Le Commissaire Militaire,

[Signature]

Le Commissaire Technique,

[Signature]

10 JUIL 1945

Ministère de la Guerre

Etat-Major de l'Armée

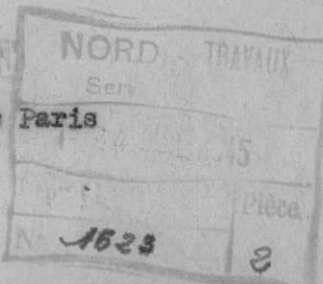
1er bureau

N° 8535 ENLA/1

Le Ministre de la Guerre

à Monsieur le Général Gouverneur Militaire de Paris
Commandant la Région de Paris

Paris, le 14 juin 1945.



Objet : Emploi des bataillons de sécurité des communications.

J'ai décidé de relever de leur mission de garde des voies de communications les unités d'infanterie mises sur pied à cet effet en exécution de la D.M. n° 2694/ENGG/1 du 3 mars 1945 et désignées "Bataillons de Sécurité des Communications".

Ces unités seront mises à l'entière disposition des commandants des Régions militaires qui peuvent les utiliser pour toutes les missions qu'ils jugeront utiles, notamment pour la garde des P.G.

Toutefois, à la demande de la Direction de "Security Railway Service", des éléments de bataillons continueront à assurer la garde de certains nœuds de communications dans les conditions habituelles et conformément au tableau ci-joint en annexe 1.

La garde des Centres de Bonn et Mönchengladbach sera assurée par les soins de M. le Général Commandant de la 1ère Armée.

Pour ampliation
Le Colonel RIVET
Chef du 1er Bureau de l'E.M.A.

Pour le Ministre et par son ordre
Le Général PFISTER
Sous-Chef d'Etat-Major de l'Armée
signé : PFISTER.

Ministère de la Guerre

Commission Centrale des
Chemins de fer

N° 5584 CCF/2388

2 Paris, le 23 juin 1945.

Copie conforme transmise à :

- M. le Directeur Général de la S.N.C.F., Commissaire Technique de la Commission Centrale
- MM. les Commissaires militaires des Commissions Régionales NORD
(suite à transmission N° 2807 CCF/1275/0 du 29/3/1945)

1) Il résulte des dispositions de la D.M. ci-dessus, que le plan de garde des Communications, tel qu'il a été conçu jusqu'à ce jour, se trouve supprimé.

Les besoins particuliers de surveillance temporaire de certains points sensibles qui pourraient se révéler en dehors des lieux fixés en annexe feront l'objet de demandes motivées adressées à la Commission Centrale.

2) Les instructions données par le Ministre concernant le maintien de certaines unités ont été transmises par la Commission Centrale au Directeur Général du M.R.S. américain qui :

- fera connaître directement aux Régions militaires intéressées ses besoins et desiderata en territoire français,
- réglera en accord avec la première armée française les modalités d'emploi des compagnies chargées de mission en territoire allemand.

Les besoins français à satisfaire éventuellement dans les lieux où se trouve maintenu un service de garde, seront indiqués aux Régions militaires intéressées par les Commissaires militaires ou les fonctionnaires de la S.N.C.F. accrédités auprès de ces Régions. P. Le Général BERGES, Commissaire Militaire de la Commission Centrale des Chemins de fer.

P.O. Le Lieutenant Colonel BONDEL, Chef de la Section
(s) BONDEL.

ANNEXE 1

ANNEXE

NORD	TRAVAUX
Ser	
N°	1623
	2

Région intéressée	Désignation des éléments chargés de la garde	Lieu où doit être effectuée la mission	Observations
15ème	1 ^{re} Cie renforcée (effectif : 150 hommes) du 15 ^e Bataillon de Sécurité des communications	Marseille	
8ème	-d°- du 8 ^e Bataillon de Sécurité des Communications	Dijon	
20ème	-d°- du 20 ^e Bataillon de Sécurité des Communications	Nancy	
21ème	-d°- du 21 ^e Bataillon de Sécurité des Communications	Metz	
6ème	-d°- du 6 ^e Bataillon de Sécurité	Reims	
6ème	-d°- du 6 ^e Bataillon de Sécurité des Communications	Châlons-s/Marne	
1ère Armée	I Cie à désigner par M. le Général Cdt la 1ère Armée (par prélèvement sur ses ressources)	Mündenglatzbach	
1ère Armée	I Cie à désigner par M. le Général Cdt la 1ère Armée (par prélèvements sur ses ressources)	Bonn	